

Initiatives ministérielles

Les débats de cette assemblée législative sont d'importance cruciale. C'est par eux que les représentants dûment élus par le peuple canadien peuvent présenter le point de vue de leurs électeurs et leurs propres points de vue sur la politique et les programmes du gouvernement. On nous a demandé d'étudier et d'examiner ces politiques, programmes et propositions du gouvernement, d'examiner leurs répercussions sur les différentes régions du pays et les différents groupes de notre société, qu'il s'agisse de l'Accord de libre-échange ou de la taxe sur les produits et services. Je parle de ces deux-là parce que ce sont peut-être les deux lois les plus importantes que nous ayons dû examiner à la Chambre au cours des derniers mois.

• (1800)

Je pense que nous sommes tous d'accord, et la population canadienne l'est certainement aussi, pour dire qu'il est très important de débattre des sujets que propose le gouvernement au pouvoir et que nous examinons en détail les projets de loi. Le gouvernement doit rendre compte de ses actes, ou de ceux de chacun de ses ministres. Nous en avons encore été témoins au cours des derniers mois; par suite de cette exigence de responsabilité, un grand nombre de ministres ont été forcés de démissionner ou ont jugé bon de le faire.

Le leader parlementaire du gouvernement a parlé de la colère et de la frustration ressenties par les électeurs, qui ont plus ou moins de mépris pour les députés ou les politiciens en général. Une des raisons, selon moi, c'est qu'ils se sentent impuissants. Ils ont des opinions très fortes sur certaines questions, que ce soit la TPS ou l'Accord de libre-échange, dont ils font part à leur député. Ils font valoir les questions qui les intéressent devant les comités parlementaires ou par d'autres moyens, mais le gouvernement les ignore entièrement.

Le leader parlementaire du gouvernement dit qu'il est important que les députés retournent dans leur circonscription pour être à l'écoute de leurs électeurs. Nous savons tous que les électeurs de toutes les circonscriptions au pays disent aux députés du gouvernement depuis bien des mois de ne pas adopter la taxe sur les produits et services. Ceux d'entre nous qui faisons partie de l'opposition avons toujours représenté les opinions de nos électeurs. Nous avons déclaré des douzaines de fois, voire des centaines, que cette taxe est une mesure punitive, qu'elle est cruelle et mesquine, et que ce n'était pas un bon temps pour présenter une telle taxe.

Lorsque je regarde de l'autre côté, je sais que certains des députés du gouvernement ont tenu des réunions dans leur circonscription qui ont fait l'objet d'une grande publicité. Les médias ont reflété l'état d'esprit des électeurs et les questions qui ont été soulevées. Je le répète, des centaines de milliers de personnes ont fait connaître leur opposition à la taxe sur les produits et services et à l'Accord de libre-échange ou encore aux modifications apportées à la Loi sur l'assurance-chômage, mais le gouvernement n'a fait qu'ignorer leurs préoccupations.

Une voix: Il ne les écoute pas.

M. Riis: Pas étonnant que les gens soient frustrés. Pas étonnant que les électeurs aient l'impression que le gouvernement s'en fiche car celui-ci n'a jamais montré qu'il se préoccupait d'eux.

Je crois que le peuple en a marre de l'arrogance qu'affiche le gouvernement. Il considère le présent gouvernement comme une dictature élue, qui croit avoir le droit de tout faire ce qu'il veut pendant la durée de son mandat. Le gouvernement ne se préoccupe pas du fait qu'il n'a jamais discuté, pendant la dernière campagne électorale, des programmes et des politiques qu'il a instaurés.

En fait, je crois que c'est l'actuel ministre du Commerce extérieur qui a déclaré, quelques semaines avant la dernière campagne électorale, qu'ils ne pouvaient pas dire à la population canadienne ce qu'ils allaient faire parce que personne ne voterait pour eux s'ils le faisaient. Il est donc évident qu'ils ont trompé la population canadienne. Ils n'ont pas dit qu'ils allaient proposer une taxe sur les produits et services s'ils étaient élus.

Par conséquent, lorsque le leader du gouvernement à la Chambre déclare que le Parlement doit être réformé, je dois dire que même si l'on a toutes les règles au monde, rien ne changera le comportement des gens à moins qu'ils ne soient vraiment disposés à le faire. Nous le savons en tant que parlementaires. Nous pouvons avoir toutes les règles et règlements imaginables à la Chambre, cette assemblée ne fonctionnera d'une manière appropriée que si ses membres veulent qu'il en soit ainsi. Tous les parents le savent. Vous pouvez imposer toutes les règles que vous voulez à vos enfants, vous n'obtiendrez aucun résultat à moins qu'il n'y ait pour ainsi dire une volonté d'accomplir le geste approprié et de conduire ses affaires conformément aux traditions acceptées.

C'est pourquoi je dis que le gouvernement devra une fois de plus avoir recours à la clôture s'il souhaite faire adopter la réforme parlementaire qu'il nous propose aujourd'hui et qu'il poussera à toute vapeur à la Chambre des communes.